PARIS la cgt

SALAIRES - EMPLOIS - RETRAITES - SERVICES PUBLICS

IMPOSONS DES NÉGOCIATIONS SUR NOS REVENDICATIONS

Refusons la réforme Sarkozy-Woerth

24 JUIN

PARTOUT DÉCIDONS LA GRÈVE AVEC LES SALARIÉS

Les manifestations du 27 mai 2010 en France ont permis à 1 million de personnes de se rassembler pour l'emploi, les salaires, les retraites et les services publics, marquant ainsi un regain de mobilisation par rapport au 23 mars et au 1er mai.

Le gouvernement n'a pas l'intention de modifier son calendrier. Les contenus de sa réforme, distillés par ses ministres, certains partis politiques et le patronat, sont maintenant bien connus.

Les possibilités de faire monter le rapport de forces sont encore très larges.

La journée de mobilisation du 24 juin doit être beaucoup plus forte que celle du 27 mai.

Sa réussite doit s'appuyer fortement sur la multiplication d'arrêts de travail dans toutes les entreprises du Privé et du Public, dans toutes les universités et les manifestations doivent mobiliser des centaines de milliers de salariés, chômeurs, retraités et étudiants **PARTOUT** en **FRANCE**.

La réforme proposée par Sarkozy-Woerth doit être retirée.

C'est sur ces éléments que nous appelons les militants et les salariés à développer l'action la plus large.

Il faut maintenant appuyer de toutes nos forces dans les débats et dans la grève pour :

- garantir le droit à la retraite à 60 ans à taux plein et en intégrant dans les annuités les années d'étude, de précarité, de stage, de recherche de premier emploi
- refuser catégoriquement tout allongement de la durée de cotisations
- maintenir le régime par répartition, les régimes spéciaux et le code des pensions des fonctionnaires
- garantir un niveau de pensions égal à 75 % des revenus
- augmenter les pensions (pas une pension en dessous du SMIC)
- augmenter les salaires et le SMIC à 1 600 €
- développer l'emploi privé et public.

Gagner sur nos revendications est possible et c'est financièrement viable. Les milliards existent, il faut les utiliser d'abord pour les salariés qui, eux, créent les richesses. Cela nécessite un engagement de tous les salariés du privé, du public, des retraités, des étudiants et des chômeurs.

L'Union Départementale CGT de Paris appelle ses syndicats, ses unions syndicales, unions locales à multiplier les initiatives : débats, assemblées générales, heures d'information, affichages, signatures de la carte-pétition.

L'Union Départementale CGT de Paris appelle l'ensemble des salariés, chômeurs, retraités, étudiants, à élever dès maintenant le rapport de forces et à généraliser les appels à la grève pour le 24 juin 2010 sur : SALAIRES - EMPLOIS - RETRAITES - SERVICES PUBLICS.

Le 24 juin doit être une grande journée de mobilisation
à l'appel des syndicats CGT - CFDT - CFTC - FSU - Solidaires - UNSA

TOUS EN GRÈVE LE 24 JUIN
MANIFESTATION à 14H
RÉPUBLIQUE- BASTILLE- NATION

Paris, le 11 Juin 2010

.../...

la cgt
Fonction Publique

Montreuil, le 09 Juin 2010

RETRAITES :
PAYER PLUS, PLUS LONGTEMPS, POUR MOINS DE DROITS, IL N'EN EST PAS QUESTION !

Selon des « sources gouvernementales » (dixit l'AFP), la décision d'augmenter les cotisations retraites des fonctionnaires serait d'ores et déjà prise.

Sous couvert d'équité avec les salariés du privé, cette hausse pourrait être d'environ 3 points et passer de 7.85% du traitement brut à 10.55%.

En passant, précisons qu'on compare des choses incomparables. Un fonctionnaire ne cotise que sur un seul régime de base, alors que son collègue du privé cotise sur un régime de base (6.75%) et des régimes complémentaires obligatoires (ARRCO et AGIRC). Et que le fonctionnaire ne cotise pas sur son régime indemnitaire (et ne perçoit donc rien dessus) contrairement à son collègue du privé.

Surtout, il faut cesser les divisions artificielles entre les salariés du privé et du public.

Si cette mesure était officialisée, elle confirmerait que le pouvoir entretient bien une parodie de négociations, puisque des paramètres essentiels de la réforme seraient arrêtés.

Pour la CGT, elle est totalement inacceptable !

Non, que toute évolution de taux de cotisation salariale soit inenvisageable par principe. Mais, parce que aujourd'hui, les exigences en matière de droits à retraite, de solidarité et d'équité, de financement sont évidemment et radicalement ailleurs.

Alors que l'urgence est d'améliorer les droits des actifs et les pensions des retraités, le gouvernement n'envisage que de nouvelles et graves régressions. Il ne prévoit que le nivellement par le bas.

Et en matière de financement, la ligne jaune est franchie !

Les fonctionnaires ont vu leur pouvoir d'achat reculer fortement depuis des années. Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que Eric WOERTH souhaite encore faire pire en la matière pour les 3 années à venir. Il faudrait encore accepter que les traitements nets soient amputés de 3% supplémentaires.

Ce n'est pas négociable.

Ce qu'il faut faire, c'est augmenter, tout de suite et de manière massive, les salaires des agents de la Fonction Publique.
5% d'augmentation, c'est environ 1,2 milliards d' euros en plus pour la protection sociale. C'est davantage de croissance pérenne.

D'ailleurs, il est quand même révélateur de constater que quand la CGT revendique des recettes supplémentaires assises sur une plus grande contribution des profits des entreprises, des dividendes vertigineux versés aux actionnaires, des très hauts revenus qui enflent de manière hallucinante, c'est impossible au nom d'un supposé taux rédhibitoire des prélèvements obligatoires.

Mais si les prélèvements obligatoires augmentent de manière significative en « surtaxant » des revenus qui, en moyenne, n'atteignent pas 2 000 euros mensuels, il n'y a aucun problème.

Ça, c'est de la justice et de la solidarité !

POUR UNE RETRAITE À 60 ANS, À TAUX PLEIN, POUR UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DE LA PÉNIBILITÉ, POUR UNE RETRAITE MINIMALE ÉGALE AU SMIC, POUR DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES

PLUS QUE JAMAIS, L'HEURE EST A UNE MOBILISATION MASSIVE LE 24 JUIN.